



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République du Bénin pour 2022-2024 Partie 1

Document d'action Programme d'appui à la gouvernance démocratique, économique et sociale au Bénin (PAGODES) 2023-2025

PLAN D'ACTION PLURIANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ACTION

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Programme d'appui à la gouvernance démocratique, économique et sociale au Bénin (PAGODES) 2023-2025. Référence OPSYS : ACT-61508 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Oui Initiative Équipe Europe au Bénin : « Croissance durable et emploi »
3. Zone bénéficiaire de l'action	BENIN
4. Document de programmation	Plan Indicatif Pluriannuel 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	La présente action contribuera à deux domaines prioritaires du Plan Indicatif Pluriannuel 2021-2027, à savoir : 1. <i>Société prospère et sûre</i> : Objectif spécifique n° 1: Améliorer la gestion et la transparence des finances publiques. Objectif spécifique n°2: Promouvoir la création d'emplois décents pour une dynamisation de l'économie nationale 2. <i>Capital Naturel et humain</i> : Objectif spécifique n° 2: Améliorer l'accès des ménages pauvres et extrêmement pauvres aux services sociaux et à la protection sociale.
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	

6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Gouvernance démocratique, économique/financière et sociale (inclusion et protection)			
7. Objectifs de développement durable (ODD)	<p>ODD principal : ODD 16 (promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, le renforcement des institutions responsables et efficaces à tous les niveaux).</p> <p>ODD secondaires : ODD 1 (pauvreté), ODD 3 (santé), ODD 4 (éducation) ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 8 (croissance économique), et ODD 10 (réduction des inégalités).</p>			
8 a) Code (s) CAD	Appui budgétaire général – code CAD 510 – 100%			
8 b) Principal canal de distribution	Gouvernement bénéficiaire –12000			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Éducation			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags:	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	gouvernance numérique		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	création d'emplois		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/compétences numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET

12. Montants concernés	<p>Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA</p> <p>Coût total estimé : 63 750 000 EUR</p> <p>Montant total de la contribution du budget de l'UE de 63 750 000 EUR, dont 57 750 000 EUR pour l'appui budgétaire et 6 000 000 EUR pour l'appui complémentaire.</p> <p>Les contributions provenant du budget général de l'union européenne à un montant de : (i) 20 000 000 EUR pour l'année 2022 (ii) 23 750 000 EUR pour 2023 et (iii) 20 000 000 EUR pour 2024, sous réserve de la disponibilité de crédits pour les exercices respectifs suivant l'adoption du budget annuel concerné, ou tel que prévu dans le système des douzièmes provisoires.</p> <p>Cette action contribue également à l'initiative Équipe Europe au Bénin : « Croissance durable et emploi » à laquelle les États membres présents dans le pays (Allemagne, Belgique, France, Pays Bas) ainsi que la BEI contribuent ou contribueront.</p>
-------------------------------	--

GESTION ET EXÉCUTION

13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	<p>Gestion Directe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui budgétaire - Contrat Objectifs de Développement Durable • Subventions • Marchés publics <p>Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués et sélectionnée conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3.</p>
--	--

1.2 RESUME DE L'ACTION

Le Programme d'appui à la gouvernance démocratique, économique et sociale au Bénin (PAGODES) a pour objectif de contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) au Bénin tout en mettant un accent particulier sur la consolidation de la bonne gouvernance et la protection sociale. Cette action est en ligne

avec les priorités du Programme d'actions du gouvernement (PAG II) pour la période 2021-2026 qui repose sur trois piliers : i) Renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance ; ii) Poursuivre la transformation structurelle de l'économie ; et iii) Poursuivre l'amélioration du bien-être des populations. Ce programme est fondé sur les objectifs stratégiques du Plan National de Développement 2018-2025, les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les priorités de l'Agenda 2030 et les cibles ODD, notamment l'ODD16 promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, le renforcement des institutions responsables et efficaces à tous les niveaux, mais aussi les ODD 1 (éradication de la pauvreté), 3 (accès à la santé), 4 (éducation), 5 (égalité entre les sexes), 8 (accès à des emplois décents) et 10 (réduction des inégalités).

Le PAGODES s'inscrit dans la continuité des actions antérieures et contribuera à l'Initiative équipe Europe (IEE) « Croissance durable et emploi », qui prévoit le soutien au secteur privé, à l'entrepreneuriat et à la formation professionnelle. D'autres possibles bénéfices de cette IEE sont la transformation holistique du système éducatif ; la création de conditions plus attrayantes pour les investissements ; la création d'emplois dans le secteur privé en favorisant l'investissement dans des secteurs clés ; et le développement du secteur numérique comme vecteur de transformation et de modernisation. Le PAGODES contribuera aussi à la nouvelle stratégie européenne « Global Gateway » en soutenant les principes directeurs pour l'investissement tels que les principes démocratiques, la bonne gouvernance et la transparence ou le soutien au secteur privé.

L'objectif général de la présente action est de « contribuer au développement durable et inclusif du Bénin et à la réduction de la pauvreté et les inégalités » à travers (i) la gouvernance financière et économique, (ii) la promotion de la gouvernance démocratique, et (iii) la croissance inclusive. Bien que le Bénin affiche des taux de croissance économique significatifs¹, certains défis subsistent, en particulier, un taux de pression fiscale parmi les plus faibles de la sous-région, un endettement accru mais modéré au cours des dernières années et une très grande importance du secteur informel. Ces défis contribuent à une croissance insuffisamment inclusive et à faire peser des contraintes tant sur le financement des politiques publiques que sur la capacité de réaction aux chocs internes et externes. Par ailleurs, dans une situation de spirale inflationniste accrue par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, le Bénin devra continuer à assainir ses finances publiques et à travailler sur son climat des affaires afin de maintenir une économie performante assurant une croissance inclusive en faveur des populations vulnérables et l'accès à un système de protection sociale efficace.

Cette action reposera sur un dialogue politique pour le suivi des valeurs fondamentales et des conditions générales de politique publique, de gestion des finances publiques, de stabilité macroéconomique et de transparence budgétaire. Le dialogue politique couvrira aussi les conditions pour les déboursments des tranches fixes et variables en ligne avec le niveau de performance des indicateurs spécifiques liés aux objectifs du programme.

L'appui complémentaire portera sur des appuis institutionnels à la mise en œuvre des réformes en cohérence avec les lignes d'action précitées. Les composantes liées à la gouvernance économique et financière et à la gouvernance démocratique de cette action, seront mises en œuvre en partenariat avec les États Membres suivant l'esprit « Équipe Europe », spécialement avec l'IEE « croissance durable et emploi », qui envisage l'amélioration du climat des affaires et qui, par conséquent, aura un impact positif sur l'entrepreneuriat, ainsi que les structures clés du gouvernement. La composante croissance inclusive à travers la promotion du système de protection sociale sera appuyée via une subvention à l'Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS).

2 JUSTIFICATION

2.1. CONTEXTE

Le Bénin reste un pays à faible développement avec des potentialités sous-exploitées. L'économie béninoise mise sur sa position stratégique de porte d'accès au Nigéria et aux pays enclavés de l'hinterland. Malgré sa dominance fortement agricole (32% PIB, 70% de la population active) et l'importance de la filière du coton, le Bénin reste une terre de transit et de réexportation, vulnérable à l'évolution de la situation économique du pays voisin. Le niveau insuffisant d'éducation et de formation de la main-d'œuvre ainsi que de développement du secteur privé affectent le potentiel de croissance inclusive du pays. En 2020, le Bénin a été classé dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires de tranche inférieure. Malgré les bons résultats macroéconomiques des dernières années,

¹ 6,7 % en 2018, 6,9 % en 2019, 3,8% en 2020 et 6,6% en 2021. Source Banque Mondiale
<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=BJ>

maintenir une **croissance forte et accroître son inclusivité** sont des défis. Dans la foulée de la pandémie de Covid-19, le pays fait face aujourd'hui aux effets conjugués de la dégradation de la situation régionale et de l'érosion du pouvoir d'achat accru par les conséquences de la guerre en Ukraine. Le Bénin connaît une reprise vigoureuse avec une croissance de 7,2% en 2021. Toutefois la persistance de la pauvreté demeure en décalage avec les performances économiques du pays.

Dans le contexte global d'inflation, le gouvernement Béninois a pris un **paquet de mesures en mars 2022** visant à juguler la hausse des prix notamment à travers des exemptions de TVA (produits alimentaires) ou des prix administrés (ciment, essence) et subventionnés. Face à certaines réticences, le gouvernement a dû mettre en place des mesures de contrôle de leur respect effectif.

La mobilisation des ressources intérieures a connu une légère progression de la pression fiscale (2021, 11.9 %), mais celle-ci reste lente et très en-dessous de la norme de l'UEMOA (20 %). L'encours de la dette publique devrait atteindre en moyenne 40,9 % du PIB sur la période 2021-2022. Le risque de surendettement est modéré jusqu'en 2022. Afin de maîtriser ce risque, le pays devrait renforcer l'élargissement de l'espace fiscal, en privilégiant d'avantage les obligations du Trésor à plus longue échéance et en recherchant des ressources extérieures concessionnelles.

En avril 2022², les autorités béninoises et l'équipe du FMI sont parvenues à un nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC), afin d'appuyer le programme économique et financier. L'accord a été ratifié par le conseil d'administration du FMI en juillet 2022³. L'accès exceptionnel proposé à hauteur de 638 millions de dollars vise à aider le Bénin à répondre à des besoins urgents de financement, préserver la stabilité macroéconomique et soutenir son plan national de développement axé sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). La mobilisation des recettes permettra, avec la priorisation des dépenses et l'amélioration de leur efficacité, de créer l'espace budgétaire nécessaire pour répondre aux besoins importants du Bénin en matière de développement et de sécurité (consolidation de la protection sociale, de l'État de droit et de la gouvernance; une augmentation de la présence de l'État dans les zones les plus vulnérables, ce qui contribuera à l'atténuation des risques sécuritaires), tout en préservant la viabilité de la dette.

Le gouvernement accorde une grande importance au **secteur privé** en tant que moteur du développement économique afin d'insuffler une industrialisation progressive et de renforcer l'intégration économique régionale. Au cours des dernières années, le gouvernement a entrepris des nombreuses réformes de l'environnement des affaires et a stimulé un dialogue public-privé autour de ces priorités. Les faiblesses principales identifiées par le dernier rapport Doing Business restent l'énergie, le crédit et la taxation entre autres. En revanche, le Bénin a fait des progrès significatifs sur la fiabilité et transparence de l'administration foncière, le déploiement de la plateforme e-Notaire dédiée aux opérations foncières, la protection des investisseurs minoritaires et la résolution de l'insolvabilité commerciale et surtout sur la création d'entreprise et l'obtention de permis de construire en 2020⁴. Les autorités développent la zone économique de Glo-Djigbé (GDIZ) (sur 1640 ha) conçue pour devenir un hub industriel en vue de la transformation des produits agricoles, notamment le cajou, le coton, la karité, l'ananas et le soja. 32 entreprises sont déjà en cours d'installation (textile et cajou). Le potentiel de cette zone en termes de création d'emplois, d'augmentation du PIB et de volume des exportations est significatif.

Le secteur informel constitue le deuxième pilier de l'économie béninoise au travers de ses deux composantes que sont les petits métiers et le commerce de réexportation. La formalisation de l'économie constitue en conséquence un important défi.

La société civile doit être un acteur clé de la vie citoyenne dans la participation et suivi des politiques publiques, y compris budgétaires, ainsi que les questions de bonne gouvernance et de promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme au Bénin. Même si le contexte général reste adéquat pour le développement de leurs activités, quand il s'agit de thématiques plus sensibles comme la défense des droits de l'homme, le contexte est devenu plus restrictif.

Bien qu'on observe des mesures prises par le gouvernement pour avancer en matière de transparence et de lutte contre la corruption, ces pratiques existent toujours. Des nouvelles structures de lutte contre la corruption se sont mises en place. Il convient suivre l'évolution de ce sujet. Dans son Programme d'Action du Gouvernement (PAG

² FMI/Communiqué de presse n° 22/128 du 22 avril 2022.

³ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/07/08/pr22252-benin-imf-executive-board-approves-usd638m-eff-ecf-concludes-2022-article-iv-consultation>

⁴ Obtention en ligne du permis de construire (14 jours pour Cotonou et 25 en moyenne pour le reste)

2) 2021-2026, le Bénin envisage la promotion d'une éducation de qualité et de l'EFTP (avec l'amélioration des infrastructures et accès, spécialement aux groupes défavorisés comme les filles) comme axe clé pour la transformation structurelle de l'économie. Également le PAG 2 met en place un **système de protection sociale** à travers le programme ARCH (Assurance pour le Renforcement du Capital Humain). Ce programme vise à améliorer l'accès aux services de santé pour les populations pauvres et très pauvres et, pour le secteur informel, à offrir des formations opérationnelles, faciliter l'accès au crédit et proposer un mécanisme de pension retraite. En outre, en complément à ce projet, un programme de filets sociaux (projet ACCESS⁵ financé par la Banque Mondiale), poursuit l'objectif d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, à travers notamment des transferts monétaires, qui permettent d'investir dans l'éducation, la santé, le réseau routier et les infrastructures de marché. En ce sens, l'action et le projet ACCESS se complètent.

2.2. ANALYSE DES PROBLEMES

2.2.1. Gestion des finances publiques

Faisant suite aux deux évaluations PEFA 2009 et 2014 et à la création de l'Unité de Gestion de la Réforme du système de gestion des finances publiques (UGR), le Gouvernement a adopté un Plan Global de Réformes de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) 2017-2020 pour faciliter principalement la mise en œuvre effective du nouveau cadre harmonisé de la GFP défini par les six directives UEMOA de 2009. La présente action vise à appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre de la politique, la stratégie et les plans d'action dans ce domaine. Prorogé jusqu'en 2022, le PGRGFP est présenté de façon narrative et détaillée. Le taux global de réalisation des actions de réformes du PGRGFP reste limité à cause, entre autres, d'une coordination, d'un suivi et d'une évaluation des réformes insuffisants. À noter que la Direction Générale du Budget (DGB) a quasiment⁶ réussi la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats (Budgets-Programmes). Le MEF maîtrise son cadrage budgétaire pluriannuel (DPBEP) et présente un cadre sectoriel des dépenses à moyen terme (DPPD) très détaillé. Un nouveau Système Intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFP) est en cours de finalisation avec les interfaces, Recettes et Gestion et Paie du personnel.

Un cadre informatisé moderne a été mis en place par la Direction Générale des Impôts (DGI) et aux Douanes. Les systèmes d'information sur les droits et obligations des contribuables et de consolidation du recouvrement fiscal sont opérationnels. L'analyse des dépenses fiscales et les mesures de réduction des exonérations figurent en annexe de la LFI. La tendance générale d'amélioration de la collecte repose essentiellement sur la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), notamment sur la mise en œuvre des Machines Électroniques Certifiées de Facturation (MECEF). Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en œuvre de pratiques budgétaires sensible au genre (BSG). Au plan institutionnel, de nombreux efforts ont été entrepris pour renforcer les dispositifs juridiques et institutionnels. L'expérimentation de la BSG a été progressive et a été testée auprès de 7 ministères pilotes. Les perspectives qui en découlent portent sur : le suivi et la capitalisation des résultats de la phase pilote ; la constitution au sein de l'administration d'un vivier de formateurs ; le déploiement de la stratégie de formation ; et la poursuite des diagnostics genre au profit de chaque ministère dans l'optique d'une généralisation à tous les ministères.

La mobilisation des ressources internes est une priorité du Gouvernement, avec quelques avances dans ces dernières années. Mais c'est l'accroissement du PIB suite au rebasage du PIB qui a engendré une baisse du taux de pression fiscale. Le taux de pression fiscale a été corrigé à 11 % du PIB (pour une valeur de 14,6 % du PIB en 2018 avant rebasage), bien inférieur à la cible de 20 % de l'UEMOA. La modernisation des régies se poursuit, avec un accent particulier sur la dématérialisation (télé-déclaration, télépaiement et système de facturation électronique de la TVA).

2.2.2. Transparence budgétaire

Le Bénin a fait des progrès en ce qui concerne la transparence budgétaire, avec son Indice du budget ouvert (IBO) qui est passé de 49/100 à 65/100 sur l'index de 2019 à 2021, une amélioration notable probablement due aux réformes dans la formulation et l'exécution de son budget central et au basculement budgétaire en gestion axée sur les résultats. C'est aussi grâce à l'adhésion au réseau GIFT (Initiative mondiale pour la transparence budgétaire) depuis 2018, ainsi qu'au plaidoyer soutenu d'organisations de la société civile. La note sur le contrôle budgétaire est de 59/100 mais celle de la participation publique s'avère faible avec 28/100 en 2021. Les rapports d'audit réalisés par les institutions de contrôle ne sont toujours pas rendus publics même si un premier rapport sur les

⁵ <https://accessbenin.org/>

⁶ Il ne reste qu'à mettre en œuvre les Plan Annuels (PAP) et les Rapports Annuels (RAP) de performance en 2022

dépenses COVID-19 a été publié en juin 2022. En outre, depuis son institutionnalisation en novembre 2019, il subsiste l'urgence d'opérationnaliser pleinement la Cour des Comptes car en dépit de la transformation de la Chambre en Cour de plein droit, le cadre général des contrôles, des audits internes et des vérifications externes est encore peu opérationnel.

2.2.3. Climat des affaires et développement du secteur privé

L'environnement des affaires constitue un défi. De nombreux freins à l'investissement persistent: un cadre institutionnel, législatif et réglementaire actuel peu propice, le déficit en infrastructures fonctionnelles, les difficultés d'accès à l'électricité et son coût, l'accès au financement limité et malaisé, l'insécurité juridique et judiciaire, la pression fiscale sur les entreprises, la complexité des procédures administratives, des organisations professionnelles mal outillées pour servir leur membres, des problèmes de corruption et des coûts de transaction élevés.

Les réformes entreprises n'ont pas toujours été en phase avec les besoins réels du secteur privé local ce qui milite en faveur d'un renforcement du dialogue entre l'administration et le secteur privé. Depuis début 2019, un dialogue s'établit progressivement entre les opérateurs économiques et l'administration béninoise. Parmi d'autres, l'UE et EUROCHAM jouent un rôle de facilitateur entre les différentes parties prenantes qui est apprécié pour sa neutralité et pour la visibilité des réformes.

Dans ce contexte, les IDE demeurent marginaux (moins de 2% du PIB) (principalement dans les secteurs non productifs, le commerce et les assurances). Les investissements privés locaux (IPL) stagnent.

Des efforts ont été accomplis afin de faciliter la création des entreprises avec la mise en place d'un guichet unique de création des entreprises et la dématérialisation d'un ensemble de procédures administratives. Cependant, la mortalité des entreprises au bout de la deuxième année du début des opérations, reste élevée. Le gouvernement a également entamé une réforme sur le dispositif public d'appui aux PME en créant la nouvelle Agence de Développement des PME (ADPME) et son guichet unique, qu'il faut désormais opérationnaliser.

L'importance du secteur informel contraste fortement avec les fondamentaux économiques du pays. Il représente encore plus de 90% du secteur privé et de l'emploi non agricole (95% des actifs occupent des emplois informels et 25% des emplois dans le secteur public sont informels). La persistance de l'emploi informel repose sur plusieurs défis : une forte croissance démographique, un tissu économique insuffisant dans le secteur formel pour faire face à l'absorption de main d'œuvre et a fortiori des jeunes. Les dispositifs actuels ne permettent pas de répondre suffisamment aux besoins de la formalisation des entreprises. Cette situation impacte l'emploi, l'accès à la protection sociale et la mobilisation des recettes domestiques.

L'économie béninoise fait toujours face à des contraintes limitant le développement du secteur privé et la promotion de l'emploi. Des compétences professionnelles et transversales insuffisamment disponibles constituent un frein important à l'investissement et au développement du pays. Le Bénin s'est doté d'une Politique Nationale de l'Emploi (2018-2025) dont les axes peinent à porter leur fruit faute de débouchés suffisants pour la main d'œuvre disponible (les 15-64 ans représentent 50% de la population). Dans ce cadre, le gouvernement a entrepris une réforme de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP) qui vise à transformer structurellement l'économie pour créer de l'emploi durable et adapté aux besoins des entreprises et des marchés et à une meilleure articulation entre politique de l'emploi et politique éducative.

2.2.4. Gouvernance démocratique et lutte contre la corruption⁷

L'amélioration de l'environnement des affaires demeure tributaire de progrès en matière de lutte contre la corruption. En 2021, le Bénin est classé 78/180 à l'indice de perception de la corruption de Transparency international (avec un score de 42/100). À la suite de l'évaluation Système National d'Intégrité de Transparency international en 2016, le gouvernement a mis en œuvre un Plan d'Action 2016-2020 basé sur les recommandations de l'évaluation.

En 2019, le gouvernement a demandé au FMI de réaliser un diagnostic de la gouvernance afin d'identifier les défis et les réformes nécessaires dans cinq domaines : (i) la gestion des finances publiques et la transparence, (ii) la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), (iii) l'État de droit et l'amélioration

⁷ PALIRED, Transparency International, Social Watch Bénin : Rapport annuel 2020 de mise en œuvre du Plan d'actions SNI au Bénin, août 2021.

du climat des affaires, (iv) la lutte contre la corruption et (v) la surveillance du secteur financier. Le diagnostic et son plan d'action seront disponibles début 2023.

Crée en novembre 2019, la Cour des Comptes n'est toujours pas totalement opérationnelle. Même si elle a déjà fait des audits comme celui lié à la gestion des fonds COVID-19, certaines actions restent à réaliser, notamment :

(i) accélérer la mise en œuvre des mesures transitoires concernant la loi organique. En Avril 2022, le décret portant transmission à l'Assemblée nationale, pour examen et vote du projet de lois portant la loi organique sur la Cour des Comptes a été adopté. Dans les derniers mois des lois attendues pour l'opérationnalisation de la Cour ont été adoptées. La loi portant règles particulières de procédures devant ses formations juridictionnelles⁸ la loi portant statut des magistrats de la Cour des comptes⁹.

(ii) assurer la nomination des juges ; il faut noter que les présidents des trois Chambres de la Cour ont été déjà tous nommés ;

(iii) mettre en place un ministère public si bien le Procureur général de la Cour est nommé depuis quelques mois déjà il reste la nomination des Avocats généraux ;

(iv) renforcer le greffe central après que le Greffier en chef de la Cour est nommé et chaque Chambre dispose d'un greffier.

Le service financier de la Cour est déjà mis en place et fourni avec un Directeur administratif et financier, un Régisseur, un Trésorier, un Chef service financier et comptable et d'autres collaborateurs.

L'Autorité nationale de lutte contre la corruption (ANLC) a été remplacée par le Haut-Commissariat à la Prévention de la Corruption (HCPC) en avril 2020¹⁰, mais le Haut-Commissaire n'a pas encore été nommé¹¹. En janvier 2021, le gouvernement a annoncé la création d'une Cellule d'analyse et de traitement des plaintes et dénonciations, créé directement au niveau de la Présidence.

L'inspection Générale des Finances (IGF) relève dans une note d'octobre 2021 la nécessité d'organiser l'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions SNI 2016-2020, l'élaboration du nouveau plan d'actions 2021-2025 et de renforcer les capacités des acteurs. L'Union européenne intervient dans ce domaine à travers le Programme d'appui à la lutte contre l'impunité et au renforcement de l'état de droit en République du Bénin qui s'achèvera en septembre 2022.

La liberté d'association est préservée à ce jour et la société civile béninoise s'est largement développée dans les dernières années. Les organisations de la société civile (OSC) constituent une force de mobilisation et de proposition et jouent également un rôle de veille citoyenne à la fois au niveau local et au niveau national. Toutefois, les OSC menant des activités sur des thématiques jugées sensibles, comme la défense des droits de l'homme et le suivi de l'efficacité des politiques publiques, interviennent dans un climat plus anxiogène que par le passé, dans un contexte marqué par une restriction progressive des libertés individuelles et de la démocratie. Il est donc important de poursuivre l'appui à la Société Civile en tant qu'acteur de la vie citoyenne, en particulier sur les questions de bonne gouvernance, de suivi des politiques publiques, de promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme au Bénin. La ligne thématique Droits humains et démocratie pourrait être un instrument utilisé à ce propos.

2.2.5. La protection sociale

La croissance inclusive reste un défi majeur au Bénin avec une pauvreté notamment élevée en milieu rural et qui tient à des problèmes structurels comme une faible diversification de l'économie et l'importance du secteur informel laissant persister faibles revenus et un accès insuffisant aux filets sociaux et à la protection sociale. En l'absence d'une politique nationale sur la protection sociale, l'Agence Nationale de la Protection Sociale (ANPS) est chargée de mettre en œuvre les dispositions du projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) en ligne avec les orientations stratégiques du PAG II. Le projet ARCH, composante principale d'un des trois piliers du PAG II (Poursuivre l'amélioration du bien-être social des populations) d'un coût global de 313 milliards de FCFA consiste en un paquet intégré de quatre services que sont l'Assurance maladie, le Crédit, la Formation et l'Assurance retraite, ayant pour objectif de sortir les populations de la précarité. Le volet Assurance

⁸ Loi N° 2022-08 du 27 juin 2022 <https://sgg.gouv.bj/doc/loi-2022-08>

⁹ Loi N° 2022-06 du 27 juin 2022 <https://sgg.gouv.bj/doc/loi-2022-06>

¹⁰ Loi n° 2020-09 du 20 Avril 2020 portant création, organisation et fonctionnement du HCPC en République du Bénin.

¹¹ Y compris en avril 2022.

maladie a connu une phase pilote qui a débuté en 2018. Sa généralisation a été lancée en janvier 2021 et étendue à plusieurs communes du Bénin.

La crise économique et sociale engendrée par la pandémie de la Covid-19 a renforcé les inégalités dans le pays et a démontré la nécessité d'un système social réactif capable de s'adapter aux nouvelles formes de vulnérabilité. La couverture sociale la plus faible est celle des ruraux. Juste un peu plus de la moitié des salariés bénéficient d'une couverture médicale liée à leur emploi. La majorité des familles travaillent sur des micro-exploitations et près de la moitié de celles-ci, sont en situation de précarité et bénéficient grâce au programme d'accès gratuit aux établissements de soins publics. L'enquête Proxy Means Test-Recensement à Vocation d'Identification de la Population (PMT-RAVIP) a identifié 541.748 ménages pauvres, pouvant potentiellement bénéficier de l'assurance maladie gratuite. La généralisation du volet assurance-maladie a débuté en janvier 2021.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Rôle du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) : le MEF est la structure chargée du financement pour le développement du Bénin et aura un rôle central dans le nouveau programme d'appui budgétaire. Ce rôle sera mis en œuvre à travers l'Unité de Gestion du Cadre de Partenariat avec l'Union Européenne (UG-CPUE). L'UG-CPUE est intégré dans la Direction Générale du Financement du Développement (DGFD)¹² et a pour mission de concevoir, de suivre et d'évaluer les politiques et stratégies de prospection et de mobilisation des ressources extérieures et intérieures pour le financement des projets et des programmes de développement, de promotion et de suivi de la coopération avec les institutions multilatérales et bilatérales.

Rôle du Ministère du Plan et du Développement (MPD) : ayant notamment comme attributions la réflexion stratégique et prospective et l'élaboration des politiques et stratégies de développement national, y compris le suivi de leur mise en œuvre.

Les parties prenantes susceptibles d'être directement ou indirectement concernées par les critères de tranches fixes et/ou les indicateurs de tranches variables sont, entre autres, la Commission Nationale des Finances Locales, l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx), la Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI- Bénin) et l'Agence Nationale de Protection Sociale.

2.3. AUTRES DOMAINES D'EVALUATION

2.3.1. Condition préalable aux valeurs fondamentales

En tant que contrat ODD, la présente action se concentre sur des réformes qui conduisent à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration de la gouvernance et à la croissance inclusive, tout en signalant un engagement mutuel et partagé envers les valeurs fondamentales universelles.

Les principes qui guident les actions externes de l'UE tels que la démocratie, l'état de droit, la légalité, l'universalité et l'indivisibilité des droits humains et des libertés fondamentales, le respect à la dignité humaine, l'égalité et la solidarité doivent être respectés. Les autorités béninoises adhèrent et partagent ces principes et l'action gouvernementale doit refléter ces principes.

L'engagement envers les valeurs fondamentales est une condition préalable à la signature de l'appui budgétaire et à sa mise en œuvre au travers du décaissement des tranches fixes et variables. Un suivi rapproché et régulier est donc indispensable pendant la phase de mise en œuvre de l'action.

Le Bénin dispose globalement du cadre constitutionnel et juridique adéquat pour garantir le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme, et de l'État de droit dans le pays. La peine de mort a été supprimée dans la nouvelle Constitution adoptée en novembre 2019. À noter que le Bénin a été élu membre du Conseil des droits de l'homme (ONU) pour la période 2022-2024.

En avril 2021, le pays a connu des élections présidentielles qui se sont déroulées sous tension, sans les principaux représentants de l'opposition dans un contexte général de rétrécissement de l'espace civique et politique et d'accusation de remise en question du principe de la séparation des pouvoirs. Des signes positifs d'ouverture au dialogue sont toutefois à noter depuis le début de l'année 2022.

¹² Arrêté n° 2772 de 2021/MEF/DC/SGM/DGFD/271 SG.

Du point de vue des droits humains, la loi portant code du numérique qui prévoit des peines d'emprisonnement pour incitation à la haine, à la violence et la rébellion sur les réseaux sociaux suscite des préoccupations quant à son impact sur la liberté d'expression suite à l'arrestation de blogueurs et d'activistes. La Constitution béninoise dispose que « L'État assure à tous l'égalité devant la loi, sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale (...) ». Par contre des agressions et menaces contre des personnes transgenres et LGBTI génèrent également des inquiétudes et devront également faire l'objet d'un suivi rapproché.

Concernant l'état de droit, l'engagement des autorités pour un accès plus répandu à la justice a porté à l'ouverture en 2020 de trois nouveaux tribunaux de première instance qui s'ajoutent aux 14 déjà en fonction. Le défi se situe au niveau des ressources humaines, encore insuffisants pour la gestion du système judiciaire.

La Constitution béninoise garantit la séparation des pouvoirs et décline les compétences et responsabilités de chacune des institutions de l'État, qui jouent leur rôle constitutionnel. En pratique, si la séparation entre exécutif et législatif est en général bien respectée, la concentration de pouvoir dans l'exécutif est particulièrement forte puisque d'importantes prérogatives sont réunies dans la fonction du Président de la République, ce qui peut dériver dans des situations d'immixtion de l'exécutif dans les prérogatives du judiciaire. Le score du Bénin dans l'index 2021 de Freedom House est de 65 points, le pays est classé comme « partialement libre ».

Enfin, les violences conjugales, la sous-représentation de la femme dans la vie publique et leur accès limité à la justice, au crédit et à la propriété foncière restent toujours problématiques, tout comme l'accès des femmes et des jeunes filles à l'information sur les produits de santé et leurs droits sexuels et reproductifs. Dans le second semestre de 2021, le Parlement a voté trois lois pour améliorer la situation des femmes au Bénin : sur la santé sexuelle et reproductive ; pour la répression des infractions commises en raison du sexe ; et pour offrir la possibilité aux femmes d'attribuer leur nom de famille aux enfants. La révision constitutionnelle et le nouveau code électoral vont aussi augmenter de manière sensible la proportion de femmes au Parlement, prévoyant que 24 sièges leur seront d'office attribués.

2.3.2. Politique publique

Les documents de politiques générales et sectorielles du Bénin mettent en exergue l'agro-industrie, le tourisme et les services, et parmi ces derniers, les technologies de l'information et communication, comme moteur de croissance, à haut effet d'entraînement et de génération d'emplois qualifiés. Secteur productif à haute valeur ajoutée, le numérique est un vecteur de transformation et de modernisation d'autres secteurs comme l'agriculture, le tourisme, la gestion des finances publiques et de manière générale, la gouvernance. En outre, il favorise l'insertion sociale et l'éducation en réduisant la fracture numérique. Le développement d'un capital humain sain, compétent et compétitif reste également un des défis stratégiques du pays.

Dans ce contexte le gouvernement a adopté son nouveau Programme d'actions du gouvernement (PAG II) pour la période 2021-2026. Ce programme poursuit la politique de réforme de l'État engagée lors du quinquennat précédent ainsi que le développement économique et social du Bénin. Il est en ligne avec les objectifs du Plan National de Développement (PND) 2018-2025.

Le PAG II vise la consolidation des acquis du PAG I, notamment en matière de développement économique et social, ainsi que le renforcement de la qualité de la gouvernance et l'accélération de la croissance économique pour la prospérité. Le PAG II est articulé autour de trois piliers (3) et sept (7) axes à savoir :

- *Renforcer la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance* : (i) Renforcement de la démocratie et de l'État de droit ; et (ii) Consolidation de la bonne gouvernance.
- *Poursuivre la transformation structurelle de l'économie* : (i) Renforcement du cadre macroéconomique et maintien de sa stabilité ; (ii) Accélération de la croissance économique ; et (iii) Promotion d'une Éducation de qualité et de l'Enseignement, Formation, Technique et Professionnelle (EFTP).
- *Poursuivre l'amélioration du bien-être social des populations* : (i) Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base et à la protection sociale ; et (ii) Renforcement du développement équilibré et durable de l'espace national.

Le coût du PAG II est de 12 011 milliards FCFA et son financement repose sur 48% de l'enveloppe globale en ressources publiques au plan interne et externe (dons et prêts), contre 52% en ressources PPP (partenariat public

privé¹³). Sur la période 2021-2026, le financement (en milliards de FCFA) est prévu comme suit : contribution nationale mobilisée par les régies financières (3.987) ; dons et prêts (1.778) ; PPP (6.246). Le secteur privé est censé contribuer à hauteur de deux tiers à la mise en œuvre du PAG II.

Les orientations et défis de développement définis dans le PAG I et désormais le PAG II sont concrétisés dans le Plan National de Développement (PND) 2018-2025 qui s'inscrit dans la vision prospective adoptée pour le pays en 2000 dans l'horizon « Bénin 2025 Alafia ». Celle-ci prévoit trois phases prévues de développement structurel : i) le renforcement des bases institutionnelles et économiques (2000-2010) ; ii) la croissance économique au service du développement (2011-2020) ; et iii) la restauration des valeurs sociales et reconquête de l'environnement extérieur (2021-2025). Son évaluation à mi-parcours a révélé un important retard et de nouveaux enjeux dans le cadre des ODD. Sur cette base, le PND se donne pour défi majeur de relever le développement du capital humain. Il est structuré autour des thématiques suivantes : (i) le capital humain et le bien-être des populations ; (ii) la productivité et la compétitivité économique ; (iii) l'environnement, les changements climatiques et le développement des territoires et (iv) la gouvernance. Le Programme de Croissance pour le Développement Durable (PC2D) 2018-2021 constitue le premier document d'opérationnalisation du PND.

Ces trois documents stratégiques (PAG, PND, PC2D) forment la base de programmation. Leur objectif est d'atteindre une croissance soutenue, inclusive et durable d'au moins 10 % en 2025 axée sur le développement de l'agro-industrie, des services et du tourisme dans un cadre de gouvernance nationale et locale plus efficace. L'exploitation des secteurs productifs doit être développée conjointement avec le renforcement des ressources humaines. Les objectifs des documents stratégiques sont également pertinents au regard de l'intégration régionale (Vision 2020 de la CEDEAO et Agenda 2063 de l'Union Africaine).

Le cadre légal, juridique et réglementaire de la politique commerciale du Bénin est favorable à l'investissement privé et au commerce. Le Bénin s'est également doté d'une Politique Nationale de Développement du Commerce (2018-2025) mais la problématique de développement des échanges commerciaux repose sur des défis liés aux normes, à la compétitivité des produits béninois, au coûts de transaction, ainsi qu'à l'insuffisance et la qualité des infrastructures, au faible accès au financement et au faible développement du capital humain. La Loi 2020-08 du 23 avril 2020 portant sur la modernisation de la justice apporte des innovations pour améliorer le climat des affaires, notamment la réduction des délais de traitement des contentieux maritimes, bancaires et aériens en consacrant plus d'énergie et plus de moyens aux affaires commerciales. En outre, le tribunal de commerce a décidé d'innover en se lançant vers la simplification et l'accélération des procédures à travers de la dématérialisation et en développant ses services en ligne. Malgré les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces réformes, leur impact sur le terrain tarde à se matérialiser.

Le Bénin a suivi un plan d'action pour son Système National d'Intégrité pour la période 2016-2020. Bien que de nombreux efforts soient faits pour lutter contre la corruption, il reste des défis et un manque de perspectives subsiste. Le FMI s'est engagé à réaliser un diagnostic de la gouvernance, dans le cadre de son opération de crédit approuvée en 2022 au cours des trois prochaines années, et à aider le Bénin à poursuivre la mise en œuvre d'un cadre des réformes efficace en matière de lutte contre la corruption et contre le blanchiment d'argent, entre autres domaines de gouvernance.

La protection sociale au Bénin s'inscrit dans le cadre du pilier 3 du PAG 2 « Accroître durablement le bien-être social des populations ». Dans cette perspective, le projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH) est mis en œuvre par l'Agence Nationale de Protection Sociale (ANPS) pour améliorer l'accès aux services de santé, notamment pour les populations pauvres et très pauvres. Il comporte quatre composantes : i) le volet assurance-maladie ; ii) le volet formation ; iii) le volet micro-crédit ; iv) le volet retraite. En 2021, l'accent a été mis sur la finalisation du processus d'identification des pauvres et extrêmes pauvres et sur la validation communautaire des listes des pauvres extrêmes et non extrêmes, ces deux catégories étant éligibles au programme de protection sociale de l'État. La première phase du ARCH commencera en couvrant une série de communes pilotes.

Le pilier 2 du PAG 2 « Poursuivre la transformation structurelle de l'économie » inclut un axe pour la promotion d'une éducation de qualité et de l'EFTP (avec l'amélioration des infrastructures et accès, spécialement aux groupes défavorisés comme les filles). Ces mesures sont aussi accompagnées par le volet formation professionnelle destiné aux artisans compris dans ARCH. Tous ces actions compris dans le PAG complètent le programme de filets

¹³ La Loi N° 2016-24 du 28 juin 2017 portant cadre juridique du partenariat public-privé en République du Bénin.

sociaux ACCESS¹⁴, financé par la Banque Mondiale, poursuit l'objectif d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, à travers notamment des subventions aux communes qui permettent d'investir dans l'éducation, la santé, le réseau routier et les infrastructures de marché.

Enfin, la stratégie nationale de développement de la statistique (2020-2023) permet au système statistique national de contribuer au suivi et à la mise en œuvre des politiques publiques, à travers une mesure régulière de leurs indicateurs d'effets.

En conclusion, la politique publique est suffisamment pertinente et crédible et ce critère général d'évaluation de l'appui budgétaire est rempli.

2.3.3. Politique macroéconomique

Au début de la pandémie de la Covid-19, le Bénin disposait de fondamentaux économiques solides qui lui ont permis d'affronter la crise avec une certaine résilience en bénéficiant notamment d'un accès continu au financement. Le gouvernement a pu apporter une réponse rapide en mettant en œuvre des mesures d'atténuation des effets sanitaires et économiques (pour coût estimé à 4,5 % du PIB pour la période 2020-2022) et en mobilisant l'investissement public. La croissance a pu ainsi atteindre 3,8 % en 2020, l'un des taux les plus élevés parmi les pays en développement. Une reprise économique robuste est en cours, tirée entre autres par la normalisation du trafic des marchandises au port de Cotonou (l'un des principaux moteurs de l'économie béninoise), la hausse des prix du coton et le dynamisme du secteur de la construction portés par les grands chantiers initiés par le PAG, malgré les revers causés par les phénomènes climatiques dans le secteur agricole. L'inflation globale est restée modérée, mais les prix des denrées alimentaires ont augmenté (8 % en octobre 2021, en glissement annuel), sous l'effet aussi bien de facteurs mondiaux que des phénomènes météorologiques internes défavorables.

Le Bénin se focalise sur la reprise de son économie de façon progressive. Le pays devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie à partir de 2022. La croissance a atteint 7,2 % en 2021, contre 3,8 % en 2020, réalisant ainsi son meilleur score depuis 7 ans, retrouvant le niveau de 2013. Elle pourrait s'élever à 6,6 % en 2022 puis 6,3 %, en 2023, ensuite 6,5 % en 2024 et 6,3 % en 2025 selon les projections du MEF¹⁵. Si les recettes totales sont restées plutôt résilientes, les dépenses publiques ont cru significativement sur la période 2020/2021, dans le cadre des plans de riposte. La dette publique devrait demeurer soutenable pour les prochaines années. Le risque global de surendettement reste modéré, mais très sensible aux conditions et chocs externes.

Le Bénin a suivi de façon satisfaisante le programme du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC 2017-2020). Dans sa 6^{ème} et dernière revue, le FMI constate une performance globale très positive, avec des progrès mitigés dans le développement du secteur privé et la gestion des investissements publics. Le risque restait modéré tant pour l'endettement externe que global. La mission FMI de novembre 2021 a confirmé la robustesse des fondamentaux économiques et la résilience de l'économie à la pandémie. Les autorités béninoises sont parvenues à un nouvel accord pour une durée de 42 mois, au titre à la fois de la facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme Élargi de Crédit (MEDC), afin d'appuyer le programme économique et financier des autorités du Bénin, avec un accès exceptionnel proposé au titre du programme à hauteur de 638 millions de dollars.

Le nouveau programme du FMI¹⁶ est axé sur un « développement centré sur l'épanouissement de l'homme » en améliorant l'accès aux services publics de base et la présence de l'État dans les zones vulnérables, conformément à l'approche « civile » du gouvernement pour l'atténuation des risques sécuritaires. Le renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de la gouvernance et de l'État de droit devrait renforcer d'avantage la confiance dans les institutions nationales et consolider les fondements d'une croissance durable tirée par le secteur privé.

Le Bénin a été le premier pays d'Afrique à avoir émis un EUROBOND ODD en juillet 2021. L'émission d'obligations internationales dédiées au financement de projets à fort impact sur l'atteinte des ODD a permis de mobiliser un montant de 328 milliards de FCFA (500 000 000 EUR), avec une échéance de remboursement fixée à 2035. Cette émission a été couplée à une opération technique de gestion de passifs, s'inscrivant dans la stratégie proactive de gestion de la dette publique mise en œuvre par le gouvernement. Le succès du rachat partiel de

¹⁴ <https://accessbenin.org/>

¹⁵ <https://finances.bj/croissance-la-remontada-economique-du-benin-malgre-la-conjoncture-mondiale/>

¹⁶ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/04/22/pr22128-imf-staff-reaches-staff-level-agreement-on-new-42-month-2022-article-iv-consultation>

l'Eurobond 2026 a permis au Bénin de limiter les risques de refinancement, d'étendre la maturité de sa dette et de réduire son coût moyen.

En conclusion, les autorités mènent une politique axée sur la stabilité macroéconomique et ce critère général d'évaluation de l'appui budgétaire est rempli.

2.3.4. Gestion des finances publiques

Le Programme Global de Réforme de la Gestion des Finances Publiques (PGRGFP) est en lien avec les réformes prévues dans le Plan National de Développement (PND)¹⁷, le Plan d'Actions du Gouvernement (PAG II)¹⁸ et le Programme de croissance pour le Développement Durable (PC2D)¹⁹. Malgré le faible taux de résultats du PGRGFP (23,9%), trois réformes majeures prioritaires sont quasi finalisées :

- Le basculement du dispositif de préparation/exécution de la loi de finance initiale 2022, en programmation et budgétisation pluriannuelle (Budgets-Programmes), réalisé dans le projet de loi de finance initiale 2022 présenté au Parlement en novembre 2021.
- La mise en œuvre d'un nouveau Système Intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFP) interfacé avec les logiciels métiers Impôts et Douanes, Gestion des Ressources Humaines, etc.
- La mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT) ainsi que le passage du plan comptable de l'État en Comptabilité Publique en Droits constatés.

Certaines réformes doivent encore être impulsées telles que :

- L'augmentation de la collecte des ressources fiscales et non fiscales par la rationalisation des procédures de dématérialisation, le renforcement des informations contenues dans l'Identifiant Fiscal Unique (IFU) par géolocalisation et valorisation des propriétés bâties et non-bâties des contribuables, l'amélioration du recouvrement et le renforcement de la tendance de réduction des dépenses fiscales selon les recommandations du TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool) intégrées dans le Plan d'Orientation Stratégique de l'Administration Fiscale (POSAF), par la dématérialisation des procédures de dédouanement via le guichet unique du commerce extérieur (GUCE) et le programme national des opérateurs agréés, et par l'amélioration du climat des affaires.
- L'assurance législative et fonctionnelle de l'indépendance de l'Institut Supérieur de Contrôle (ISC) et la finalisation du renforcement des capacités²⁰ de la nouvelle Cour des Comptes (CDC).
- Le renforcement du rôle de coordination et d'audit interne de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et des capacités d'interventions en audit comptable et financier.

La mise en œuvre de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) au Bénin implique un changement dans la façon d'élaborer, d'adopter, d'exécuter, de contrôler et d'évaluer le budget. Des éléments de BSG sont déjà inclus dans les dotations budgétaires de l'Institut National de la Femme (INF), agence rattachée à la Présidence, et de l'Observatoire de la Famille, de la Femme et de l'Enfant (OFFE), comme un document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) du Ministère des Affaires Sociales (MASM).

En conclusion, la stratégie de réforme de la gestion des finances publiques est pertinente et crédible²¹, y compris en matière de mobilisation des ressources fiscales et ce critère général d'évaluation de l'appui budgétaire est rempli. Toutefois, l'actualisation du PGRGFP s'avère une priorité urgente et devrait être basée sur les recommandations issues des évaluations internationales sur la GFP, notamment la mission FTE conduite par le FMI.

2.3.5. Transparence et contrôle du budget

Le Bénin, est considéré comme le pays le plus transparent d'Afrique francophone selon l'Indice du budget ouvert (IBO)²² (65/100) sur l'index 2021. Grâce aux efforts de mise en œuvre de la Direction Générale du Budget du

¹⁷ Voir chapitre « Gouvernance et Institutions » du PND

¹⁸ Voir Pilier 2 « Bonne gestion des finances publiques » du PAG2

¹⁹ Voir chapitre « Amélioration de la gouvernance » du PC2D

²⁰ Formation des auditeurs, PC mobile, logiciels d'audit, moyens de transports, etc.

²¹ Rapport FMI 22/111 Avril 2022 : Rapport d'Assistance Technique : Évaluation de la transparence des finances publiques

²² Opening Budget Survey 2021. <https://internationalbudget.org/sites/default/files/country-surveys-pdfs/2021/open-budget-survey-benin-2021-en.pdf>

MEF, à l'adhésion au réseau Initiative mondiale pour la transparence budgétaire (GIFT), depuis 2018, ainsi qu'au plaidoyer soutenu d'organisations de la société civile telles que Social Watch, l'évaluation budget ouvert (EBO) 2021 a montré que les béninois avaient accès à plus d'informations budgétaires que jamais auparavant. De nouveaux documents annexes ont été inclus dans le Projet de loi de finances, offrant une image plus complète des plans et des priorités du gouvernement aux législateurs et à tous les béninois. Beaucoup plus d'informations ont été fournies sur les sources individuelles de recettes prévues, les estimations pluriannuelles des recettes par catégorie, les résultats réels, en base ordonnancement, des exercices précédents en ce qui concerne les dépenses, les recettes, la dette et les données non financières sur les résultats de l'exercice budgétaire. En outre, les compte-rendu des Revues de milieu d'année ont été mis à la disposition du public.

Les récentes réformes menées par le MEF, telles que la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats (budgets-programmes) ont mis en conformité les pratiques budgétaires avec la Loi Organique des lois de finances (LOLF). La participation ex ante du Conseil économique et social, de la Chambre de Commerce et des ONG dédiées dans la préparation de la loi de finances a renforcé la recherche de consensus préalable à la programmation budgétaire. La mise en place d'un nouveau Système Intégré de Gestion des Finances publiques (SIGFP), système d'informations financières de l'État, est également constructive et devraient accélérer le traitement budgétaire et comptable et la présentation des données sur l'exécution du budget. Toutefois, les rapports d'audit réalisés par les institutions de contrôle ne sont toujours pas rendus publics, ce qui atténue l'impact de la transparence budgétaire et met sérieusement en évidence le risque de crédibilité budgétaire, si des pratiques améliorées de contrôles internes, d'audits ex post et de vérifications externes ne sont pas suffisamment institutionnalisées par l'inspection Générale des Finances et la Cour des Comptes qui n'est pas encore suffisamment opérationnelle.

En conclusion, le point d'entrée en matière de publication des documents budgétaires, notamment la publication de la loi des finances 2022 sur le site internet du ministère de l'économie et des finances est atteint et ce critère général d'évaluation de l'appui budgétaire est rempli.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. OBJECTIFS ET PRODUITS

L'**objectif général** de cette action est de contribuer au développement durable et inclusif du Bénin et à la réduction de la pauvreté et les inégalités.

Les objectifs spécifiques (résultats)/produits de cette action sont:

OS1. La gouvernance financière et économique améliorée soutient la croissance économique du pays.

P1.1 Mobilisation des recettes internes est accrue.

P1.2 Des contrôles interne et externe des finances publiques sont renforcés.

P1.3 Le climat des affaires est amélioré.

OS2. La gouvernance démocratique est renforcée.

P2.1 Des systèmes de contrôle pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent sont renforcés.

P2.2 La culture de transparence et de participation citoyenne basée sur des droits fondamentaux et des valeurs démocratiques et civiques sont améliorées.

OS3. Le taux d'utilisation des services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, des populations vulnérables est accru.

P3.1 La couverture du système de protection sociale est élargie.

P3.2 L'accès à l'éducation et à la santé sont améliorés.

Les produits directs de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

1. Accroissement des ressources financiers disponibles

2. Renforcement du dialogue politique.
3. Amélioration de l'évaluation et du suivi des performances des politiques
4. Amélioration des capacités pour la mise en œuvre des politiques de réforme (appui complémentaire)

3.2. ACTIVITES INDICATIVES

La présente action inclura une composante d'appui budgétaire et une enveloppe d'accompagnement.

Sur le volet *appui budgétaire*, les tranches annuelles incluront une tranche fixe et des tranches variables, dont le décaissement sera sujet à l'analyse des valeurs fondamentales et à la réalisation des quatre conditions générales (politique publique, stabilité macroéconomique, gestion des finances publiques, et transparence budgétaire).

L'objectif général et les objectifs spécifiques du programme seront poursuivis par des mesures/indicateurs d'appui budgétaires liés au décaissement des tranches variables, qui constitueront la part prépondérante des tranches annuelles d'appui budgétaire.

Les valeurs fondamentales, les conditions générales et les mesures/indicateurs de tranches variables feront l'objet d'un dialogue politique régulier.

Enfin, *l'enveloppe d'accompagnement* financera des opérations en gestion directe et indirecte, sous la forme de contributions de délégation, d'assistances techniques, contrats de services et subventions, au bénéfice d'instances publiques liés aux enjeux du programme.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe prévue dans ce plan d'action sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3. INTEGRATION DES QUESTIONS TRANSVERSALES

L'action pendra en compte les questions transversales, en particulier, celles liées à la démocratie, les droits de l'homme et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Protection de l'environnement et changement climatique

La présente action n'a pas pour objectif principal ou significatif la protection de l'environnement mais ses activités seront en conformité avec la législation nationale. Le criblage de l'Évaluation Environnementale Stratégique (EES) a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1 (objectif significatif). Cette action contribuera à réduire les inégalités entre les sexes en participant au renforcement de l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques publiques ministérielles et dans le budget de l'État lui-même.

La stratégie de l'égalité du Genre porte sur l'éradication de la violence à l'égard des femmes et des filles, la promotion de l'autonomisation économique et sociale des femmes et l'application effective de leurs droits humains. Le décret n° 2021-391 du 21 juillet 2021 a porté la création et l'approbation des statuts de l'Institut National de la Femme (INF) et la mise en place de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) qui sont en lien avec l'ODD 5 : réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Le troisième plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans l'action extérieure 2021-2025 (GAP III/ Gender Action Plan) vise à accélérer les progrès en ce domaine transversal. Cette action contribuera à réduire les inégalités entre les sexes en participant au renforcement de l'intégration de la dimension du genre dans toutes les politiques publiques ministérielles et dans le budget de l'État lui-même, afin de renforcer l'Institut de la Femme et son rôle de mise en œuvre et de garantie que les politiques intègrent la dimension du genre dans leur conception, leur développement et leur évaluation.

Droits de l'homme

Le 14 octobre 2021, le Bénin a été élu au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, pour la période 2022-2024. À cette occasion, les autorités béninoises ont exprimé leur volonté de « s'investir dans la poursuite de la promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ainsi que dans la mobilisation, à travers différentes stratégies, des ressources devant permettre aux populations les plus vulnérables d'avoir accès, entre autres, à : un système alimentaire adéquat, une éducation de qualité, des soins de santé qui protègent les plus démunis, l'eau potable, etc. ». Ce thème participe à l'ODD 16.3 : promouvoir l'État de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité. Cette action touche les droits humains mais aussi les droits sociaux et interviendra sur des enjeux liés aux droits humains fondamentaux, comme la lutte contre la corruption, la justice et le soutien direct aux populations vulnérables et à leurs droits économiques (accès aux formations, accès aux financements, accès au travail) et sociaux (accès à la santé et à un système de protection sociale effective).

Invalidité/Handicap

Cette action n'a pas pour objectif principal ou significatif un appui aux personnes en situation de handicap. Toutefois, l'objectif 3 de ce programme adresse le renforcement de l'accès à des services sociaux de base, soutien à l'emploi et inclusion financière des populations vulnérables, ce qui inclut les personnes en situation de handicap. Cela inclut aussi la mise en œuvre du système de protection sociale et de filets sociaux pour la part (majoritaire) de la population qui est dans le secteur informel, qui occupe principalement les personnes en situation de handicap. En fin, le programme d'appui budgétaire soutient directement le PAG2 qui inclut dans son pilier 3 (Poursuivre l'amélioration du bien-être social des populations) des mesures visant à l'intégration socio-économique des personnes vulnérables, dont les personnes en situation de handicap.

Démocratie

Cette action contribuera à la lutte contre la corruption, la consolidation de la démocratie et au renforcement des institutions clés comme la Cour des Comptes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

L'UE compte appuyer la préservation de la paix et de la stabilité dans le pays, en ligne avec les réformes en cours dans le domaine de la sécurité, afin de faciliter la mise en œuvre efficiente des politiques publiques, surtout sociales, dans les zones les plus vulnérables, au terrorisme et à la criminalité organisée et à fort risque de conflit.

Réduction des risques de catastrophes

N/A

3.4. RISQUES ET ENSEIGNEMENTS TIRES

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute) (Moyenne) (Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
1 – Environnement externe	Risque 1 : Risque d'instabilité macroéconomique liée à l'aggravation de la situation sanitaire.	Faible	Haute	Dialogue sur la mise en œuvre d'une politique macroéconomique orientée vers la stabilité, suivi de la performance et du programme avec le FMI

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute) (Moyenne) (Faible)	Impact (Haut/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
2 – Planning, processus et systèmes	Risque 2 : Faible volonté politique dans le soutien et le suivi de l'appui budgétaire	Moyenne	Haute	Tenue d'un dialogue politique régulier avec le Gouvernement.
2 – Planning, processus et systèmes	Risque 3 : Faible coordination et suivi entre les multiples acteurs institutionnels impliqués	Moyenne	Moyen	Dialogue régulier tripartite entre finances, sectoriels et DUE pour favoriser la coordination/suivi.
3 – Personnes et organisation	Risque 4 : Indépendance relative de certaines institutions dont la Cour des Comptes (CDC) et Faibles capacités en audit externe	Haute	Haut	Dialogue politique, dialogue commun avec les PTFs et formations assorties d'un certificat en audit externe dans le cadre de l'enveloppe d'accompagnement.
2 – Planning, processus et systèmes	Risque 5 : Faible volonté politique dans la mise en place des recommandations sorties du diagnostic gouvernance FMI	Moyenne	Haut	Dialogue politique, participation active et dialogue commun avec le FMI, action menée par le GIZ dans le contexte d'appui complémentaire.
3 – Personnes et organisation	Risque 6 : Le discours politique visant à présenter une mise en œuvre plus large et renforcée de la protection sociale ne se concrétise pas au niveau des budgets alloués aux programmes de protection sociale.	Moyenne	Haut	Un dialogue fluide et régulier avec les autorités.
1- Environnement externe	Risque 7 : détérioration de la situation des valeurs fondamentales dans le pays	Moyenne	Haut	Tenue d'un dialogue politique régulier avec le Gouvernement.
1- Environnement externe	Risque 8 : détérioration de la situation sécuritaire	Moyenne	Haut	Appui fourni au gouvernement pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent

Enseignements tirés :

L'UE a une solide expérience des programmes d'appuis budgétaires au Bénin. Les appuis budgétaires suivants ont été mis en œuvre: (i) CBGD 1-2016-2020, Contrat de bonne gouvernance et de développement, (ii) PADT -2017-2022, Programme d'Appui au Développement Territorial et (iii) le Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur Agricole (PADDSA). Le nouveau programme bénéficiera des résultats de l'évaluation à mi-parcours de ces deux programmes qui a eu lieu en août 2020.

Les objectifs du CBGD 2016-2020 ont été pertinents et cohérents avec ceux des documents de stratégie du Bénin, notamment en termes de renforcement de la chaîne PPBBSE (Planification, programmation, budgétisation, suivi et évaluation) et de l'amélioration de la transparence budgétaire. Cependant pendant la durée du CBGD, le dialogue stratégique entre le Bénin et l'UE a été fortement contraint par la fourniture tardive de documents, le peu de temps imparti, l'impréparation et l'absence de certains interlocuteurs clés²³. Or, un programme d'appui budgétaire doit reposer sur une approche intégrée comportant une analyse des risques, un appui complémentaire, et un dialogue approfondi sur les stratégies de développement et de réforme des finances publiques. Pour contrer ces faiblesses, le travail d'analyse préalable a été restructuré en échanges techniques sur la base de documents fournis par les structures de mise en œuvre des réformes, étalés sur une période appropriée (un mois et demi), suivis d'une session de dialogue formel avec un nombre plus restreint d'acteurs, de plus haut niveau, sur quelques points précis d'importance particulière. Ce format a été jugé plus intéressant et efficace par les participants de tous bords, et serait recommandé

²³ Évaluation à mi-parcours du CBGD et du PADT au Bénin, rapport final, janvier 2021.

à l'avenir. L'appui complémentaire a fait preuve de flexibilité et a favorisé une approche basée sur la demande. En revanche il y a eu d'importants retards dans la mise en œuvre des activités ainsi qu'une approche aléatoire et parcellaire²⁴. L'évaluation à mi-parcours et les consultations ultérieures font surtout ressortir que l'appui budgétaire a permis d'impulser un certain nombre de réformes, en particulier la mise en place du budget programme. À l'avenir, une conception selon la logique de projet avec des interventions mieux ciblées, est recommandée.

Complémentarité avec l'UE et les autres bailleurs/partenaires

Les PTF travaillent sur des thématiques complémentaires, et privilégient les analyses conjointes et les consultations techniques afin de définir des actions coordonnées.

L'action est en ligne avec le programme du **FMI** au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) qui aura lieu en 2022. Le programme vise à aider le Bénin à répondre à des besoins urgents de financement, préserver la stabilité macroéconomique et soutenir son plan national de développement axé sur la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

L'**Agence Française de Développement** (AFD) a identifié avec la DGI en novembre 2021 une intervention d'appui à la mobilisation de recettes internes focalisée dans la poursuite de la modernisation du système d'information.

La **Banque Mondiale** prépare un appui budgétaire GFP en tandem avec le secteur de l'énergie. De nouveaux appuis budgétaires sont également en cours de négociation sur les thématiques de l'énergie, GFP, genre et protection sociale. Dans le cadre du programme « Filets sociaux », un volet du projet « ACCESS²⁵ » financé par la Banque Mondiale, poursuit l'objectif d'améliorer l'accès aux services sociaux de base, aux filets sociaux et de renforcer le système de protection social au Bénin. L'opération est subdivisée en deux types de transferts monétaires sociaux pour soutenir la consommation des ménages concernés. Ce programme vise à éviter des décisions à court terme des ménages pauvres, extrêmes et non extrêmes, telles que la vente de leurs actifs, terres et bétails entre autres, le retrait des enfants de l'école, la mise au travail des enfants pour faire face à des situations de chocs, notamment les périodes de soudure agricole, les catastrophes et le décès du principal soutien surtout financier du ménage.

La **coopération allemande** (GIZ) appuie la décentralisation et la GFP au niveau local depuis 1996 et vient de démarrer un programme qui couvre la GFP tant au niveau national que local. Il s'agit notamment d'un appui à la réforme des finances publiques pour l'atteinte des ODD et le renforcement de la mobilisation des recettes de l'État (REFORME), qui couvre la période de janvier 2021 à décembre 2023.

Cette action est aussi complémentaire de la **coopération bilatérale belge** (Enabel) et d'autres acteurs de coopération non gouvernementaux belges notamment pour le volet « utilisation des services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, des populations vulnérables » grâce à leurs actions en faveur de l'inclusion des mutuelles de santé dans le mécanisme de mise en œuvre de la couverture de santé universelle à travers le projet ARCH.

L'**UNICEF** contribue à des interventions qui visent la transparence budgétaire. Le plan cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2019-2023) vise la mise en place des conditions favorables à un développement inclusif, participatif et équitable. Il contribue à l'atteinte des cibles nationales désignées comme prioritaires dans le cadre des ODD et du PA 2026-2021.

Le **PNUD**, **GIZ** et le **FMI** ont appuyé le Gouvernement béninois dans le chiffrage des coûts d'atteinte des ODD²⁶. Le chiffrage des coûts d'atteinte a reposé sur quatre piliers du PND 2018-2025 et ODD correspondants. Pour l'ensemble des actions spécifiques retenues pour les cibles prioritaires éligibles (soit un total de 181 actions), le besoin de financement s'élève à près de 4,5 milliards d'euros, dont 41 % des actions identifiées sont exclusivement financés par le budget national, 17 % par le partenaires techniques et financiers, et 24 % conjointement.

L'**UE** travaille de manière étroite avec les PTFs et les EMUE présents au Bénin sur tout ce qui concerne le climat d'investissement/environnement des affaires, le développement du secteur privé, l'infrastructure qualité, la politique commerciale et l'intégration régionale, au niveau national à travers 3 IEE nationales: Croissance durable et emploi ; Promouvoir une énergie durable et renouvelable ; Investir pour un port de Cotonou durable. Au niveau régional ce sera fait à travers les IEE régionales. Tout ceci en phase avec la promotion de l'investissement productif et de l'emploi

²⁴ -dito-

²⁵ Source : www.accessbenin.org

²⁶ Source : Gouvernement de la République du Bénin : « Cadre d'émission obligataire ODD, Agenda 2030 », document de juillet 2021.

durable dans le cadre du Global Gateway. L'esprit équipe Europe s'est récemment décliné dans la signature de conventions de financement correspondant au programme d'action annuelle 2021 sur les domaines de l'environnement, énergie et entrepreneuriat et avec des agences européennes, GIZ, AFD, Enabel. Ces agences et les Pays Bas ont des programmes avec des volets climat des affaires en cours ou en préparation. L'UE de son côté prépare des futures actions couvrant le port, l'énergie, l'agrobusiness, la sécurité, l'éducation et formation technique et professionnelle entre autres où des partenaires européens seront impliqués à travers de différentes modalités.

3.5. LOGIQUE D'INTERVENTION

La logique d'intervention du présent programme repose sur une série de liens de causalité allant des produits directs, aux produits induits, objectifs spécifiques/résultats et enfin objectif global/impact.

Ainsi, l'objectif général ou impact global du programme, consiste à contribuer au développement durable et inclusif du Bénin et à la réduction de la pauvreté et les inégalités. Il est décliné en trois objectifs spécifiques :

Le **1^{er} objectif spécifique** est lié à la gouvernance financière et économique. Les produits directs sont

a) le renforcement de la **mobilisation des recettes domestiques** à travers notamment l'élargissement de l'assiette fiscale afin de soutenir le financement des investissements publics et de garantir la soutenabilité de la dette publique.

b) **l'amélioration de l'environnement des affaires**, qui pourrait appuyer des réformes visant à promouvoir la création et la formalisation d'entreprises, et améliorer des aspects liés aux douanes et à la facilitation du commerce. Cette intervention doit être mise en perspective avec le Programme d'Investissement extérieur de l'UE (PIE) et les activités de diplomatie économique qui font de l'UE un partenaire majeur pour la facilitation des investissements et l'amélioration globale du climat des affaires au Bénin.

c) un **renforcement des mécanismes de contrôle externes et internes**.

Concernant le **2^{ème} objectif spécifique** de promotion de la gouvernance démocratique, l'exercice des droits fondamentaux et la lutte contre la corruption, les produits induits sont une amélioration et un renforcement des systèmes de contrôle pour lutter contre la **corruption et le blanchiment d'argent** et une plus grande culture de **transparence et de participation citoyenne** basée sur des valeurs démocratiques et civiques pour renforcer la confiance des citoyens dans l'administration.

Dans le cadre du **3^{ème} objectif spécifique** pour l'élargissement des services sociaux, le soutien à l'emploi et inclusion financière des populations vulnérables, les produits induits incluent une amélioration dans la mise en œuvre du **système de protection sociale** tout en visant la mise en œuvre de **filets sociaux pour** la part (majoritaire) de la population qui est dans **le secteur informel**.

3.6. MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

RESULTATS	CHAINE DE RESULTATS	INDICATEURS	LIGNES DE BASE (ANNEE)	OBJECTIFS A LA FIN DU CONTRAT D'APPUI BUDGETAIRE (ANNEE 2025)	SOURCES DES DONNEES (1 PAR INDICATEUR)
IMPACT À LONG TERME	Contribuer au développement durable et inclusif du Bénin et à la réduction de la pauvreté et les inégalités.	Taux de croissance annuel Taux d'inflation Ratio dette / PIB Taux de pauvreté urbain-rural Part de la population en insécurité alimentaire - Prévalence de la sous-alimentation (GERF 1.24 ODD 2.1.1) Gini index (GERF 1.32)	À déterminer	À déterminer	À déterminer
OBJECTIFS SPECIFIQUES	OS1 La gouvernance financière et économique améliorée soutien la croissance économique du pays. OS2 La gouvernance démocratique est renforcée. OS3 Le taux d'utilisation des services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, des populations vulnérables est accru.	1.1 Proportion du budget national financée par les impôts nationaux (GERF 1.16 ODD 17.11.2 Taux des investissements directs étrangers (IDE) 1.3 Taux Investissements Privés Locaux (IPL). 1.4 Pourcentage du secteur informel dans l'économie 1.5 Nombre d'entreprises nouvellement créées 2.1 Indice Mo Ibrahim de gouvernance africaine	À déterminer	À déterminer	À déterminer.

		<p>2.2 Indice de perception de la corruption de Transparency International.</p> <p>2.3 Open Budget Index (participation publique)</p> <p>3.1 Taux d'achèvement du primaire et du secondaire, par sexe et quintile de revenu</p>			
PRODUITS INDUITS					
PRODUITS INDUITS	<p>1.1. Mobilisation des recettes internes est accrue.</p> <p>1.2. Des contrôles interne et externe des finances publiques sont renforcés.</p> <p>1.3. Le climat des affaires est amélioré.</p>	<p>1.1.1 Statut de la stratégie et plan de mobilisation de ressources domestiques</p> <p>1.1.2 Statut de l'évaluation du rendement des impôts, taxes et fiscalité douanière</p> <p>1.2.1 Statut de la Cour des Comptes (cadre réglementaire ; nombre des juges et vérifications des gestions à jour).</p> <p>1.2.2 Statut des plans annuel d'audits</p> <p>1.3.3 Nombre d'entreprises installées dans la zone économique spéciale de Glo-Djigbe (GDIZ)</p> <p>1.3.4 Statut des fonctions conseil de l'Agence de Promotion des Investissements et Exportations</p> <p>1.3.5 Statut du guichet unique de l'Agence de Développement des PME</p> <p>1.3.6 Statut d'une stratégie pour inciter à la formalisation d'entreprises</p> <p>1.3.7 Taux de formalisation des entreprises</p>		<p>1.1.1 Adoption</p> <p>1.1.2</p> <p>1.2.1 Opérationnalisation</p> <p>1.2.2 Adoption et mise en oeuvre</p> <p>1.3.1</p> <p>1.3.2</p> <p>1.3.3</p> <p>1.3.4 Élargissement</p> <p>1.3.5 Opérationnalisation effective</p> <p>1.3.6 Mise en place</p> <p>1.3.7</p> <p>1.3.8 Réductions du nombre d'impôts et taxes et paiements annuels</p>	<p>1.1.1 Rapport d'exécution budgétaire annuelle des recettes de la DGI.</p> <p>1.1.2 Rapport UGR/MEF</p> <p>1.2.1 Rapport de performance, rapport d'activité TC</p> <p>Rapport BM</p> <p>À déterminer</p>

		1.3.8 Statut des procédures fiscales de simplification.			
	<p>2.1. Des systèmes de contrôle pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent sont renforcés.</p> <p>2.2. La culture de transparence et de participation citoyenne basée sur des droits fondamentaux et des valeurs démocratiques et civiques sont améliorées.</p>	<p>2.1.1 Statut du Plan d'action Diagnostic Gouvernance FMI ligne lutte contre la corruption et ligne blanchiment d'argent</p> <p>2.2.1 Nombre de consultations citoyennes</p> <p>2.2.2 Nombre des rapports avec audit social inclus et publications et campagnes citoyens y –compris niveau communal.</p>	<p>N/A</p> <p>N/A</p>	<p>À Déterminer</p> <p>Un audit de conformité de l'intégration du processus BSG dans les projets de LFI/LFR est réalisé annuellement par l'IGF.</p> <p>Documentation budgétaire LOF, LFR, Rapport d'exécutions, audits etc.).</p>	<p>À déterminer</p> <p>2.2.1 Rapport et publication MEF</p> <p>Rapport annuel CC.</p> <p>2.2.2 Rapport et publication en ligne MEF.</p>
	<p>3.1. La couverture du système de protection sociale est élargie.</p> <p>3.2. L'accès à l'éducation et à la santé sont améliorés.</p>	<p>3.1.1 Nombre de pauvres extrêmes bénéficiant du système de protection sociale par an</p> <p>3.1.2 Taux de couverture système de protection sociale, notamment aux ménages pauvres et extrêmement pauvres (MASM)</p> <p>Indicateur à déterminer</p> <p>3.2.1 Indice de couverture sanitaire universelle (CSU) (GERF 1.27, ODD 3.8.1)</p> <p>3.2.2 Pourcentage d'allocation et d'exécution des dépenses sociales prioritaires</p>	<p>3.1.1 Nombre de pauvres extrêmes recensés par le MASM (1.233.147 (2021)).</p> <p>N/A</p> <p>N/A</p>	<p>À déterminer</p> <p>À déterminer.</p> <p>À déterminer.</p>	<p>3.1.1 Rapports trimestriel et annuel de l'ANPS</p>

		(essentiellement éducation et santé et protection sociale)			
PRODUITS DIRECTS					
	1. Accroissement des ressources financiers disponibles	1.1 1 Montant (en EUR) de décaissement annuel de l'appui budgétaire	N/A	À déterminer	DUE
	2. Renforcement du dialogue politique.	2.1 Nombre annuel de réunions techniques	6	À déterminer	DUE
		2.2 Nombre annuel de réunions politiques (Ministres/Ambassadeur)	3	À déterminer	DUE
	3. Amélioration de l'évaluation et du suivi des performances des politiques	3.1 Publications des rapports des performances des ministères	N/A	À déterminer	MEF
	4. Amélioration des capacités pour la mise en œuvre des politiques de réforme (appui complémentaire)	4.1 Nombre de politiques gouvernementales développées ou révisées avec la participation d'organisations de la société civile avec le soutien de l'UE (GERF 2.29)			

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. CONVENTION DE FINANCEMENT

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le Bénin.

4.2. PERIODE INDICATIVE DE MISE EN ŒUVRE

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3.3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois**, à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE RELATIVE A L'APPUI BUDGETAIRE

4.3.1. Justification des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué pour l'appui budgétaire est de 57 750 000 EUR et celui alloué à l'appui complémentaire est de 6 000 000 EUR. Ce montant repose sur les explications suivantes :

Concernant l'appui budgétaire, le montant correspond à près de 1,50 % du budget annuel de l'État béninois (dépenses dans Loi de finances 2022), qui représente de l'ordre de 3 800 000 000 EUR, ou près de 2 500 000 milliards de FCFA), et donc de l'ordre de 0,50% pour chaque tranche annuelle de financement et constitue une opportunité de financement public particulièrement appréciable pour le Gouvernement dans le cadre de ses appuis budgétaires fournis pour la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International.

Concernant le montant dédié à l'enveloppe d'accompagnement de 6 000 000 EUR, soit près de 9,5% du budget total du programme, il se base sur l'objectif de conjuguer le dialogue politique en lien avec l'appui budgétaire, et les renforcements institutionnels nécessaires en lien avec les mesures d'accompagnement pour mener des réformes stratégiques afin de progresser vers l'impact prévue par le programme.

4.3.2. Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Conditions.

Les **conditions générales** applicables au décaissement de toutes les tranches (fixes et variables) sont les suivantes :

- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Programme d'Action Gouvernemental (PAG 2021-2026) et maintien de la crédibilité et de la pertinence de celle-ci ou de la politique ultérieure.
- Maintien d'une politique macroéconomique fondée sur la stabilité, crédible et pertinente, ou réalisation de progrès en vue de rétablir les principaux équilibres.
- Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre des réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques, dont la mobilisation des recettes nationales, et maintien de la crédibilité et de la pertinence du programme de réforme.
- Progrès satisfaisants concernant la mise à disposition du public d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives.

b) Les **indicateurs de performance** pour les décaissements susceptibles d'être utilisés pour les tranches variables peuvent se concentrer sur les priorités politiques suivantes : conformément à l'objectif général et spécifique du programme, les politiques en faveur de la gouvernance économique et financière (de l'entrepreneuriat, du développement du secteur privé et environnement des affaires, des finances publiques), de la gouvernance démocratique et de la croissance inclusive en lien avec la protection sociale.

c) Modifications.

Les indicateurs de performance et les objectifs retenus pour le décaissement des tranches variables s'appliqueront pendant toute la durée de l'action. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, le pays partenaire et la Commission peuvent convenir la **modification des indicateurs** ou la révision à la hausse ou à la baisse des cibles. Ces modifications doivent être autorisées par écrit *ex ante*, au plus tard au début de la période de référence applicable aux indicateurs et aux valeurs cibles.

Dans des cas exceptionnels et/ou dûment justifiés, par exemple lorsqu'il y a des événements imprévus, des chocs externes ou des circonstances changeantes qui rendent l'indicateur ou la valeur cible non pertinent et ne pouvaient être anticipés, un indicateur de tranche variable peut être abandonné. Dans ce cas, le montant correspondant pourrait soit être réaffecté aux autres indicateurs de la tranche variable dans la même année, soit être transféré à la tranche variable de l'année suivante (conformément à la pondération initiale des indicateurs). Il peut également être convenu de réévaluer, au cours de l'exercice suivant, un indicateur par rapport à la cible initiale, si une tendance positive a été observée et si les autorités n'ont pas atteint la cible fixée en raison de facteurs indépendants de leur volonté. L'utilisation de cette disposition est demandée par le pays partenaire et approuvée par écrit par la Commission.

d) Valeurs fondamentales.

En cas de dégradation sensible des **valeurs fondamentales**, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.3.3. Détails de l'appui budgétaire

La répartition indicative, à confirmer dans la convention de financement, entre les tranches fixes et variables est de 30%/70%.

L'appui budgétaire est fourni sous la forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en francs CFA (XOF) sera exécutée aux taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

4.4. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE APPLICABLE A L'APPUI COMPLEMENTAIRE A L'APPUI BUDGETAIRE

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE²⁷.

4.4.1. Gestion directe (subventions)

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'objectif général vise à accroître la capacité et l'accès aux services sociaux de base ainsi qu'aux opportunités économiques de façon durable et équitable aux béninois, notamment les plus démunis, à travers la mise en œuvre du projet d'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH), projet phare du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance.

b) Type de demandeurs visés

Organisme public : Agence Nationale de la Protection Sociale (ANPS) – structure du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance – qui a la mission de mettre en œuvre le projet d'Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH).

c) Justification d'une subvention directe

²⁷ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant d'identifier les régimes de sanctions. La source des sanctions découle des actes juridiques publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site web, c'est la version du JO qui prévaut.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions (conformément à l'article 195.f du règlement financier) à l'Agence Nationale de la Protection Sociale (ANPS) organisme public dont la mission est la mise en œuvre du projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain (ARCH), en appui au déploiement des Guichets uniques de protection sociale qui devront délivrer les services, pour 500 000 EUR.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car l'action présente des caractéristiques spécifiques qui requièrent un type particulier de bénéficiaire en raison de sa compétence technique, de sa spécialisation ou de son pouvoir administratif (conformément à l'article 195.f du règlement financier) ; ainsi que la nature de l'action au regard de l'article 27, paragraphe 3 du règlement IVDCI – Europe dans le monde.

L'Agence Nationale de la Protection Sociale (ANPS) créée par décret présidentiel en janvier 2019 sous la tutelle du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, est désignée comme l'établissement public à caractère social qui a la mission d'assurer la gestion opérationnelle et la supervision générale de l'Assurance pour le Renforcement du capital Humain (ARCH), le principal projet gouvernemental de protection sociale pour sortir les plus vulnérables de la précarité. L'ANPS a comme attribution directe la mise en place du réseau de structures chargées de la mise en œuvre de tous les volets d'ARCH (retraite, formation, microcrédit et assurance maladie). Le gouvernement a choisi le déploiement du Guichet Unique Social pour faciliter l'accès aux multiples services de protection sociale, en assurant une relation de service simplifiée et unifiée à partir de l'ensemble des services en place. La subvention peut être octroyée sans appel à propositions à l'ANPS d'accord à sa mission et attribution.

4.4.2. Gestion directe (passation de marchés)

Contrat d'assistance technique en faveur de la Direction Générale du Budget (DGB) pour 500 000 EUR en appui au renforcement et au déploiement de la Budgétisation Sensible au Genre et le déploiement des formateurs dans tous les ministères, en gestion directe.

4.4.3. Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une agence d'un État Membre UE. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base du critère suivant : le partenaire a une grande expérience dans les domaines où il contribuera à sa mise en œuvre ; il dispose de l'expertise technique et de la capacité opérationnelle nécessaire par rapport à la nature de l'action ; il est solidement implanté au ministère de l'économie et des finances, ainsi que localement ; la collaboration du partenaire avec l'UE date de longue date, et celle-ci est en ligne avec l'esprit Équipe Europe. Dans cette logique, le partenaire sélectionné a été GIZ, implanté au ministère de l'économie et des finances, ainsi que localement, avec une convention de contribution pour un montant de 4 000 000 EUR. La mise en œuvre par cette entité implique des actions pouvant contribuer à deux objectifs spécifiques de l'action (gestion déléguée): (i) gouvernance financière, le renforcement de la mobilisation des recettes et autres réformes de gestion publique ; (ii) gouvernance démocratique : culture de transparence et participation citoyen et renforcement des institutions supérieures de contrôle.

Si l'entité envisagée doit être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une entité de remplacement sur la base des mêmes critères que l'entité envisagée. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

4.4.4. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec des négociations avec l'entité envisagée et l'entité de remplacement, la modalité de mise en œuvre choisie sera la gestion directe (subvention). Des appels à propositions spécifiques, suivant les objectifs spécifiques décrits à la section 3.1, seront lancés avec des critères et expériences focalisés sur la sélection d'une organisation qui ait une expérience d'intervention dans le/s secteur/s concerné/s, à la fois auprès des gouvernements et du secteur privé ; elle connaîtra les mécanismes de suivi évaluation ; elle aura une très

bonne connaissance du contexte béninois et une capacité prouvée à travailler de façon inclusive et sans conflit d'intérêts avec les bénéficiaires de l'appui.

4.5. CRITERES D'ELIGIBILITE GEOGRAPHIQUE POUR LES MARCHES ET LES SUBVENTIONS

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable, sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVDCI - Europe dans le monde).

4.6. BUDGET INDICATIF

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers
Appui budgétaire — cf. section 4.3	57 750 000	N.A.
Subventions — enveloppe totale de la section 4.4.1	500 000	N.A.
Gestion directe (passation de marchés)- enveloppe totale de la section 4.4.2	500 000	
Gestion indirecte avec une organisation d'un État Membre — enveloppe totale de la section 4.4.3	4 000 000	N.A.
Évaluation – cf. section 5.2	700 000	N.A.
Audit – cf. section 5.3	150 000	
Provision pour dépenses imprévues	150 000	N.A.
Totaux	63 750 000	N.A.

4.7. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE ET RESPONSABILITES

Le ministère MEF (Ministère de l'économie et des Finances) est la pierre angulaire du PAGODES. Il est le maître d'ouvrage dans son ensemble. Un Comité de pilotage (COPIL) pour donner les lignes stratégiques de l'action réunissant principalement le MEF, l'UG-CPUE, la DUE et d'autres parties prenantes pour la mise en œuvre de l'action à définir, sera mis en place et se réunira de manière régulière.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

4.8. CONDITIONS PREALABLES

Non applicable

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. SUIVI ET RAPPORTS

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de

l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.2. ÉVALUATION

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractée par la Commission. Si une évaluation à mi-parcours est envisagée : celle-ci sera réalisée pour tirer des enseignements, notamment dans le cadre de la mobilisation des recettes. Si une évaluation finale ou ex-post est envisagée : celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

L'évaluation de cette action peut être réalisée individuellement ou au moyen d'une évaluation stratégique conjointe des opérations d'appui budgétaire menées avec le pays partenaire, d'autres prestataires d'appui budgétaire et les parties prenantes concernées.

Si aucune évaluation n'est prévue, la Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus.

5.3. AUDIT ET VERIFICATIONS

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront

prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme :

Niveau Action		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action